

Eldorado Nucléaire Limitée

On peut voir qu'à l'avenir cela se reproduira encore plus facilement dans le secteur privé. Il sera plus facile de créer des pénuries et d'augmenter les prix. Pour ce qui est de la commercialisation du produit, qui sait jusqu'où le laisser faire ira? Quand l'on songe à ce qui s'est passé dans le cas de l'autre cartel de l'uranium, il importe que cette société ne passe pas au secteur privé, qu'elle reste sous le contrôle du gouvernement du Canada et que ce dernier en supervise soigneusement les activités.

On a un autre exemple de la surveillance à laquelle le gouvernement précédent soumettait la question des cartels. Nous avons vu ce qui s'est passé dans le cas des sociétés pétrolières, cet autre secteur énergétique qui a fait l'objet d'une vaste enquête sous la conduite du directeur de la politique de concurrence, M. Bertrand. En fin de compte, le gouvernement n'a rien fait si ce n'est d'organiser une enquête qui a coûté aux contribuables canadiens des centaines de milliers de dollars.

Quant à la protection que le gouvernement pourrait accorder pour empêcher qu'Eldorado participe à un monopole ou à un cartel, il est clair que celui-ci ne dispose d'aucune législation efficace en matière de concurrence. Il n'a pas la volonté politique de protéger le peuple canadien de quelque façon que ce soit. Nous voulons voir le rapport sur le cartel de l'uranium formé antérieurement. Nous voulons des mesures efficaces pour contrôler les situations de ce genre avant même de poser la question de la privatisation.

En ce qui a trait aux résidus, mes collègues ont fait remarquer que nous avons affaire à 100 millions de tonnes de déchets nucléaires et nous n'avons aucun moyen efficace de les traiter. Nous sommes prêts à déverser dans l'environnement des déchets radioactifs dont les générations futures auront à subir les effets pendant Dieu sait combien de temps. Le gouvernement est tout à fait disposé à augmenter les opérations d'extraction de l'uranium, comme le sont les autres gouvernements conservateurs du Canada. Cela va engendrer 200 ou 300 millions de tonnes de déchets avant qu'un projet efficace ne soit mis en oeuvre pour les éliminer. Ce serait donc agir d'une façon tout à fait irresponsable—et nous ne disons pas que le gouvernement n'agit pas d'une façon tout à fait irresponsable—de songer à privatiser cette entreprise avant d'avoir résolu le problème que posent les résidus et les déchets radioactifs. Il faudrait absolument régler ces aspects avant qu'un gouvernement raisonnable ou un membre raisonnable de ce gouvernement n'envisage même de céder cette entreprise au secteur privé.

Non seulement le gouvernement n'est pas prêt à aborder la question de l'enfouissement sécuritaire de ces déchets pour protéger les citoyens actuels et futurs de notre pays, mais il est tout à fait disposé à fournir des encouragements pour aller de l'avant et accroître l'activité. Les citoyens de la Colombie-Britannique éprouvent bien du souci à ce sujet. Dans cette province, cette activité fait l'objet d'un moratoire. Certains craignent que nous n'utilisions les mines d'uranium contre la Colombie-Britannique. Nous allons être témoins de l'accroissement d'activité des mines d'uranium en Saskatchewan. Le gouvernement envisage avec beaucoup d'enthousiasme la perspective de créer...

M. Hawkes: Des emplois!

M. Skelly: ... encore plus de danger pour les Canadiens. Le député d'en face vient de dire que ces dangers auxquels les Canadiens devront faire face sont de nouveaux emplois. C'est un projet que le parti du député devrait faire figurer à son programme électoral. Des millions de Canadiens ne veulent rien savoir du secteur nucléaire. Ils disent que si nous nous en passions, le Canada et le monde seraient plus en sécurité. Nous ne pouvons tolérer davantage l'attitude hypocrite affichée à l'égard de la question nucléaire. Si le député pense que la majorité des Canadiens recherchent des emplois dans ce secteur, il devrait consulter la population, car il est tout à fait dans l'erreur, les résultats sont très clairs et les Canadiens vous le diront.

● (1750)

Ma collègue la députée de Broadview—Greenwood (M^{me} McDonald), le député de Kamloops—Shuswap (M. Riis) et d'autres députés qui ont pris la parole à la Chambre se sont beaucoup inquiétés de ce que l'uranium canadien qui, selon nous, ne devrait servir qu'à des fins pacifiques, joue un rôle considérable dans la course aux armements nucléaires dans le monde.

Nous vendons de l'uranium à la France, nous en vendons aux États-Unis, et nous prétendons faussement que notre uranium sert uniquement à des fins pacifiques, quand nous savons en fait que l'uranium fait partie d'un processus d'enrichissement qui sert à la suite de transformation cycliques, à fabriquer des bombes atomiques. En tant que Canadiens, il n'y a pas de doute, nous nous sommes salis les mains dans cette affaire. Si le gouvernement du Canada se rendait aux vœux des Canadiens, notre pays ferait partie de la zone dénucléarisée et nous ne produirions pas le matériau dont se font les armes nucléaires. C'est une chose de produire et de vendre ce matériau à des pays étrangers, quitte ensuite à les vilipender, mais en fait nous nous sommes salis les mains ou, plutôt, le gouvernement libéral précédent et le gouvernement conservateur actuel se sont absolument salis les mains.

L'ancien gouvernement a vendu à l'Inde du matériel avec lequel ce pays-là a fabriqué une arme nucléaire. L'ancien gouvernement voulait conclure des ventes avec certains des grands pays du monde, des pays comme l'Argentine et le Brésil qui, à l'époque, avaient des normes de conduite très élevées. Ce gouvernement-là parlait de vendre des armes nucléaires à la Corée du Sud, à Taiwan et à plusieurs autres pays qui auraient aimé fabriquer des armes nucléaires si seulement ils en avaient eu l'occasion. Il n'a probablement pas été capable de soutenir la concurrence d'autres marchands qui ont réussi à vendre des armes en prétendant qu'il s'agissait de matériel de centrales nucléaires. Mais c'est un fait que le Canada fournit du matériel pour les armes nucléaires, ce à quoi les Canadiens s'opposent. Si le gouvernement tâtaient le pouls des gens et des électeurs, il constaterait que j'ai raison et mettrait fin à cette pratique.

En ce qui a trait à l'hygiène et à la sécurité au travail, les syndicats en cause s'opposent farouchement à ces ventes par la privatisation. Ils ont peur que, si le gouvernement n'a plus rien à voir avec cette industrie, les normes vont être assouplies, ce qui va mettre en danger la vie des travailleurs et celle des membres de leurs familles. Nous Canadiens sommes au courant des problèmes énormes que posent l'hygiène et la sécurité